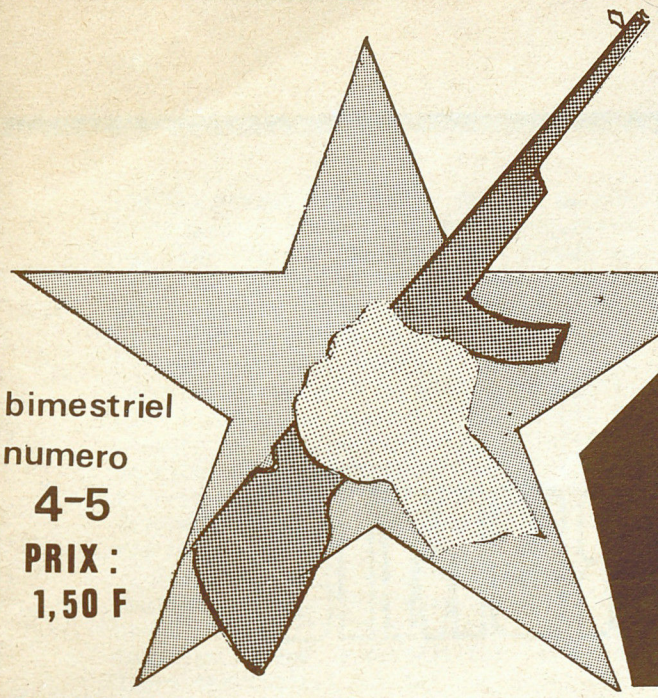
P F° 371



le front EL-AABHA

bimestriel
numero
4-5
PRIX :
1,50 F

ORGANE DU COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE

Bibliothèque de Sciences Po

EDITORIAL

PAS DE COMPROMIS SUR LE DOS DE LA RESISTANCE

Autour du canal de Suez et sur le Golan, le cessez-le-feu de l'ONU, imposé par les Etats-Unis et l'URSS à leurs alliés respectifs, a fait progressivement taire les fracas de la quatrième guerre israélo-arabe. Une phase d'intense et confuse agitation politique et diplomatique s'est ouverte dans laquelle se succèdent les déclarations conciliantes ou menaçantes, les propositions de médiation, les pressions de tous ordres, les plans de paix officiels et officieux. Pourtant, la fragilité du cessez-le-feu demeure un caractère fondamental de la situation actuelle et les derniers rebondissements de "l'accord Kissinger" sont loin d'avoir enrayé la dynamique de l'affrontement armé dans la région.

Dans une telle situation, décisive à tous égards pour l'avenir de la Palestine et des luttes populaires dans l'ensemble de la région, le CPYGA tient à affirmer clairement ses positions.

A bas l'état sioniste

La grande presse a titré sur l'effondrement des mythes concernant Israël mais pourtant, si effectivement le mythe de l'invincibilité de l'armée sioniste a été sérieusement ébranlé par les armées égyptiennes et syriennes, des mythes beaucoup plus dangereux ont gardé toute leur puissance. Il suffit pour s'en convaincre de lire les récentes déclarations de Sartre dans LIBERATION du 29-10 1973. Une des premières tâches des militants anti-impérialistes est donc de détruire ces mythes, de balayer les illusions sur la nature de l'état sioniste entretenues par la propagande sioniste et impérialiste.

Nous ne le rappellerons jamais assez: l'état sioniste ne s'est constitué que par la spoliation et l'expulsion de tout un peuple hors de sa terre, au moyen d'une politique de terreur dont les massacres de Deir Yassine, Ainz-az-Zeitoun, et Saffouriya n'ont été que quelques uns des moments les plus odieux. Cet Etat ne doit son existence qu'au caractère fondamentalement agressif de sa politique de colonisation, d'annexion et d'oppression, et au soutien sans faille de l'impérialisme, dont il garantit les intérêts économiques, politiques et stratégiques dans cette région contre les peuples arabes.

C'est parce que cet Etat expansionniste, théocratique et raciste, représente une agression et une menace permanente contre les peuples arabes qu'il est le facteur fondamental de la guerre au Moyen-Orient. Depuis 1967, son intransigeance, sa politique du fait accompli dans les territoires occupés, l'arrogance de ses raids contre l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'intensification de sa politique d'armement, avaient fait échouer toute tentative de règlement de la question des territoires occupés lors de la guerre de 1967, et avaient ainsi réuni toutes les conditions d'une nouvelle guerre.

Nous le réaffirmons aujourd'hui, il ne peut y avoir de paix durable dans cette région que si l'état sioniste disparaît; c'est ce qu'affirment aussi, en Israël même, les révolutionnaires juifs antisionistes, proclamant le droit des Palestiniens à revenir sur leur terre usurpée, et le droit des juifs et des Arabes palestiniens à vivre ensemble dans un Etat palestinien réellement démocratique.

Pour la libération des territoires occupés en 1967

Les bourgeoisies arabes au pouvoir en Egypte et en Syrie ne sont entrées en guerre que sous la pression des masses populaires qui refusaient d'accepter l'occupation par Israël du Sinaï, du Golan, de Gaza et de la Cisjordanie, et condamnaient l'immobilisme des régimes en place. Auparavant, Sadate avait exploré toutes les possibilités de solutions politiques qui lui étaient alors offertes: d'acceptation des résolutions de l'ONU en adhésion au plan Rogers cette voie jalonnée de concessions successives à l'impérialisme américain et de trahison du peuple palestinien, n'était qu'une impasse. Dès lors, la guerre restait la seule possibilité ouverte aux

Bibliothèque de Sciences Po

régimes arabes pour faire face au mécontentement intérieur et pour récuperer les territoires occupés par Israël en 1967. Il était clair pourtant, dès le début que les opérations militaires déclenchées le 6 octobre ne visaient pas à libérer par elles-mêmes la totalité des territoires occupés en 1967. L'objectif, plus limité, des régimes arabes était de prendre un gage territorial, d'infliger un recul à l'armée sioniste, et d'instaurer ainsi un rapport de force plus favorable face à Israël en vue de futures négociations.

Parce que le CPYGA défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et leur droit imprescriptible à récupérer par tous les moyens, y compris par la force, leurs territoires occupés, et qu'il pense que tout échec militaire ébranle en profondeur l'ensemble de l'édifice sioniste, nous avons soutenu la guerre de libération nationale menée par les armées égyptienne et syrienne, appuyées dès le déclenchement des hostilités par l'intensification de la lutte armée de la résistance palestinienne, en particulier à l'intérieur des territoires occupés.

UN hélicoptère abattu par des feddayin au cours des combats.

Guerre traditionnelle ou guerre populaire ?

Mais cette guerre est bien loin d'avoir répondu aux attentes populaires. D'abord les bourgeoisies arabes ont tout fait pour que les masses ne puissent pas intervenir dans son déroulement. Guerre traditionnelle, elle ne faisait entrer dans la bataille que les troupes régulières; ce n'est que quand les Israëliens ont percé le front syrien que le régime de Damas a été contraint de faire appel aux forces populaires qu'il a étroitement encadrées. la radio égyptienne a tout fait pour freiner la mobilisation populaire, préférant diffuser des chants religieux plutôt que des nouvelles du front. Cette guerre s'opposait aux perspectives de guerre populaire prolongée avancées par la résistance palestinienne et les révolutionnaires arabes; elle révèlait la grande peur des bourgeoisies arabes face au mouvement populaire, et préparait leurs futures compromissions avec l'impérialisme. De la même façon les régimes arabes ont tout fait pour éviter que la résistance palestinienne puisse reconquérir dans cette guerre des positions de force. A aucun moment les dirigeants égyptiens et syriens n'ont fait préssion sur le roi Hussein pour qu'il autorise la résistance palestinienne, qui l'exigeait, à revenir en Jordanie, où elle aurait pu rétablir ses liens avec la majorité de la population palestinienne et, forte de cette base, porter à Israël des coups beaucoup plus violents dans les territoires occupés, contribuant ainsi à la dispersion et à l'affaiblissement des forces ennemies.

Il est clair aujourd'hui que les déclarations de soutien de Sadate à la lutte du peuple palestinien étaient de pure forme et ne servaient qu'à dissimuler une opération politique qui n'est possible qu'une fois la résistance palestinienne affaiblie et écartée. On comprend mieux ainsi le silence complice du régime égyptien lors des tentatives de liquidation de la résistance, à Amman en 1970 et 1971 et au Liban en 1973.

Pour la palestine, un seul representant, la Résistance!

L'accord Kissinger entre Israëliens et Egyptiens, faisant suite à l'acceptation du cessez-le-feu par le Caire et Damas sur la base de la "résolution 242" de l'ONU, qui laisse totalement de côté les droits du peuple palestinien, et au rétablissement des relations diplomatiques entre l'Egypte et les USA (qui ont seuls rendu possible l'effort militaire israëlien), sanctionne aujourd'hui le fait que ce n'est plus seulement les intérêts des régimes arabes les plus réactionnaires, mais aussi ceux des bourgeoisies égyptienne et syrienne, qui entrent ouvertement en contradiction avec ceux du peuple palestinien.

Les grandes puissances, tout comme Israël et les bourgeoisies arabes, ont aujourd'hui intérêt à la stabilisation dans cette région. Les USA parce qu'ils savent qu'ils peuvent compter sur d'autres appuis locaux qu'Israël pour sauvegarder leurs intérêts pétroliers: les régimes réactionnaires du shah d'Iran et de Fayçal d'Arabie, dont les armes, fournies par la France ou les USA, frappent les révolutionnaires de la Péninsule arabique et non pas Israël. L'URSS, parce que, renonçant à l'Egypte, elle attend de la paix la possibilité de stabiliser son influence politique et économique en Syrie et en Irak, et qu'elle tient à limiter les foyers de conflit avec les USA. Israël enfin, comme les bourgeoisies arabes, parce qu'ils savent que la prolongation de la guerre ne peut que favoriser le développement d'un puissant mouvement révolutionnaire dans toute la région, capable de balayer l'ensemble des régimes en place.

Dans ce concert, patronné par l'impérialisme US, la satisfaction des droits fondamentaux du peuple palestinien apparît de plus en plus comme l'obstacle principal à leur "paix".

Les dangers qui guettent actuellement la résistance palestinienne sont donc énormes. Rien ne sera épargné pour la réduire au silence, depuis les tentatives de division s'appuyant sur la bourgeoisie palestinienne des territoires occupés et les éléments les moins fermes de la résistance elle-même, jusqu'aux essais de poursuivre jusqu'à leur terme les tentatives de liquidation physique antérieures (septembre 1970, juillet 1971, mars et mai 1973).

Pourtant la résistance palestinienne dispose de plusieurs atouts. Sa participation à la 4ème guerre israélo-arabe a permis au peuple palestinien de réaffirmer sa détermination à lutter pour ses objectifs propres et a confirmé la justesse de son orientation centrale, à savoir que seule la guerre populaire prolongée aura raison de l'occupation coloniale sioniste. La guerre lui a aussi permis de rompre l'isolement consécutif à la défaite de septembre 1970 en reserrant étroitement ses liens avec les populations des territoires occupés et en renforçant son unité avec le mouvement des masses arabes. Elle lui a enfin donné l'occasion de regagner le terrain perdu début 1973 en réoccupant le Sud-Liban. Contre tous ceux qui, comme le boucher Hussein, prétendent parler au nom du peuple palestinien, la résistance palestinienne vient de réaffirmer clairement son caractère de seul représentant du peuple palestinien. Après dix ans de lutte armée, elle fait ainsi savoir à tous ceux qui voudraient l'écarter qu'aucun des plans de liquidation du problème palestinien n'a la moindre chance de rétablir une "paix durable" dans la région.

Le C.P.Y.G.A. se tient aujourd'hui plus que jamais aux côtés de la résistance palestinienne, il réaffirme son soutien aux objectifs qu'elle poursuit et a sa stratégie de guerre populaire.

Il appelle tous les anti-impérialistes à se joindre à lui pour exprimer, par leur solidarité militante, leur refus de tout compromis sur le dos du peuple palestinien. ■

Bibliothèque de Sciences Po

YEMEN

rapprochement entre les deux états

d.r.

Entre la République arabe du Yémen (Nord-Yémen) dont le régime conservateur s'est placé sous la protection de l'Arabie Saoudite et la République démocratique et populaire du Yémen (Yémen du Sud) dont le régime progressiste développe la "révolution nationale-démocratique" s'est engagé depuis le 28 octobre 1972 un processus de réunification dont le terme avait été fixé à un an. Les deux faits marquants de cette période ont été, au Nord-Yémen, le développement des luttes populaires —avec la création de zones libérées— et la main mise complète sur l'appareil d'état des éléments les plus prosaoudiens depuis le remaniement gouvernemental de décembre 1972. (cf. EL JABHA n° 2 et 3)

Bien que les autorités de Sanaa ne reconnaissent n'avoir exécuté que quelques dizaines de " saboteurs ", c'est au moins en centaines qu'il faut chiffrer le nombre des victimes de la répression sauvage qui continue de s'abattre sur les patriotes et les militants révolutionnaires nord-yéménites... Si en comparaison avec la période imamique (avant le 26 septembre 1962) les techniques semblent avoir changé (et encore, des suspects ont été décapités dans les provinces méridionales du Nord-Yémen), elles n'ont rien perdu de leur froide cruauté. Récemment, les autorités "républicaines" de Sanaa ont tenu à ce qu'un monarchiste préside le tribunal chargé de juger un groupe de prisonniers politiques. Un des accusés, Abdou Mohamed Al-Hachidi, a nié, au cours du procès, des confessions arrachées sous la torture. Il a été exécuté puis crucifié sur la grande place de la Liberté, à Sanaa. Deux autres accusés, Saïf Saïd Ali Al-Khadem et Mohamed Abdullah Al-Salimi, ont subi le même sort. Des experts britanniques, ouest-allemands et espagnols collaborent dans les services de sécurité. Ils ont introduit des méthodes " modernes ", mais certains prisonniers paient le manque d'adaptation de leurs tortionnaires aux nouvelles techniques électriques et meurent " trop tôt, par accident "... D'autres sont abattus sans même avoir été jugés. Le 13 juin dernier, par exemple, un militant révolutionnaire a été arrêté à Beida et immédiatement exécuté.

La présence à la tête du gouvernement de Sanaa du principal artisan de la répression, le cadi Al-Hijri, dont la position était il y a encore quelques mois très forte, avait remis en cause les travaux des commissions mixtes (Nord-Sud) de réunification. Celui-ci avait trouvé dans l'attentat commis le 30 mai dernier contre un ancien ministre de l'imam et membre du triumvirat présidentiel de Sanaa, Mohamed Ali Othman, le prétexte attendu. Pour des raisons de tactique politique, il essaya de mettre en cause le Yémen démocratique et accusa "des terroristes venus d'au delà des frontières" d'une action qui avait été en réalité menée par des combattants de l'Organisation des résistants révolutionnaires yéménites (ORRY). Le refus par le Nord-Yémen de la venue d'une délégation gouvernementale sud-yéménite avait alors porté la tension à son comble. Al-Hijri et les partisans d'une intervention armée contre le Yémen démocratique " communiste " semblaient alors l'emporter... Mais on pouvait dès la mi-juillet percevoir des signes de détente, telle par exemple la fixation d'un nouveau calendrier pour les rencontres des commissions bipartites. Al-Hijri avait joué son va tout dans une politique répressive sanglante qui avait dressé contre lui démocrates et progressistes, mais aussi les forces nationalistes nord-yéménites. Le président de la "république", le cadi Iryani, joua le sien plus subtilement au cours de l'été en partant pour Lattaquié, en Syrie, et en faisant mine de vouloir se retirer des affaires publiques. Une délégation lui fut envoyée et " obtint " son retour et sa participation à la conférence des non-alignés. C'est à Alger, le 4 septembre, qu'il rencontra le président du Yémen démocratique, Salim Robaya Ali, et que fut signé un communiqué commun qui semblait mettre un terme au différend. Ainsi, s'il est clair que l'objec-

Les acquis des masses du Yémen démocratique depuis le mouvement correctif du 22 Juin 1969 : nationalisation des banques, entreprises et compagnies d'assurance étrangères, industrialisation, plan triénal de développement, promulgation d'une nouvelle constitution, soulèvements de travailleurs, création des milices populaires, d'un conseil suprême du peuple, soulèvements de paysans et de pêcheurs et la réforme agraire

Bibliothèque de Sciences Po

LA RECENTE VISITE DE "SALMIN" AU NORD-YEMEN

C'était pressés par les circonstances en novembre 1972 et au hasard de celles-ci en septembre dernier que les deux présidents yéménites s'étaient rencontrés, à Tripoli puis à Alger. Cependant, il pouvait sembler étrange qu'aucun des chefs de deux états engagés dans un processus d'unification ne se soit encore rendu "chez l'autre". Cela résultait en fait des situations politiques très différentes régnant dans les deux états. Si la nature profonde du régime nord-yéménite n'a pas changé, le Yémen démocratique semble cependant avoir choisi de tendre une perche aux éléments "libéraux" du type d'Iryani afin de neutraliser le premier ministre ultra-réactionnaire Al-Hijri.

Salim Robaya Ali, "Salmin", le président du Conseil présidentiel du Yémen démocratique, s'est rendu les 10, 11 et 12 novembre au Nord-Yémen à la tête d'une importante délégation gouvernementale. De la frontière à Taiz et de Taiz à Hodeidah, tout au long du chemin emprunté par le cortège, "Salmin" a reçu des ovations de la part des foules importantes qui s'étaient rassemblées, chantant des slogans réclamant l'unification démocratique du Yémen.

Après le retour de la délégation sud-yéménite, un communiqué commun a été publié simultanément à Sanaa et à Aden. Il prévoit, chose inconcevable il y quelques semaines, une visite d'Iryani au Yémen démocratique.

Il ne faut cependant pas oublier qu'un personnage comme Iryani, bien qu'affublé d'une peau de réformiste, a pour objectif principal d'abattre le régime progressiste du Yémen démocratique.

d.r.

Commémoration d'un soulèvement paysan

tif des ultra-conservateurs prosaoudiens du type d'Al-Hijri et des "modernistes libéraux" du type d'Iryani est le même —abattre le régime progressiste du Yémen démocratique— les tactiques employées diffèrent et l'affrontement entre forces démocratiques et féodales risque d'être transposé du plan militaire aux plans économique, politique et diplomatique.

Le 6 octobre, s'adressant aux soldats qui venaient de se retirer des positions qu'ils avaient occupé à la frontière des deux états depuis la guerre de septembre 1972, Ali Nasser, le premier ministre sud-yéménite, déclarait :

" Outre notre respect de l'accord du Caire, le retrait de nos forces armées souligne notre refus de toute guerre entre yéménites, de toute guerre par laquelle les milieux impérialistes et la réaction saoudienne, responsable de la mort de 300.000 martyrs yéménites et égyptiens, voudraient imposer leur contrôle sur le Yémen. (...) Vous avez maintenant à prendre position dans les secteurs de la production économique pour y remporter de nouvelles victoires..."

En outre, Ali Nasser rappela aux forces armées des deux états yéménites qu'elles détenaient la "responsabilité de défendre la révolution yéménite et de libérer les territoires yéménites occupés". C'était ainsi, en présence de l'envoyé personnel d'Iryani, Abdullah Homran, implicitement ignorer la déclaration par laquelle Al-Hijri avait abandonné en mars dernier des territoires yéménites à l'Arabie Saoudite... Le même jour éclatait la quatrième guerre israélo-arabe.

Le contrôle de fait sur le détroit de Bab-El-Mandeb qu'exerce, de par sa position géographique, le Yémen démocratique inquiète depuis longtemps les stratèges sionistes. Maintenant qu'un cessez-le-feu est intervenu, que Sadate accueille, servile mais hilare, Kissinger et envoie les généraux égyptiens plastronner devant les Israéliens au kilomètre 101, il semble que l'on assiste à une sorte de clivage politique : la constitution d'un front, encore très informel, des "pays contre le cessez-le-feu" regroupant l'Irak, l'Algérie, la Lybie et le Koweït, les quatre pays arabes qui, avec la Syrie, entretiennent les meilleures relations avec le Yémen démocratique, qui ne soutient pas non plus, bien sûr, la résolution du 22 octobre. Le développement d'une certaine cohésion entre ces pays ne pourrait que gêner les partisans de la liquidation militaire immédiate du régime d'Aden. Ceux-là n'ont bien sûr pas désarmé et s'ils ont dû faire semblant de "jouer à l'arme du pétrole", c'est parcequ'ils craignaient de se trouver plus que jamais isolés face aux masses arabes. Il est clair cependant que roi, émirs et cheiks n'auraient pas diminué "leur" production pétrolière s'ils avaient estimé que cela devait menacer sérieusement les intérêts des Etats Unis ou remettre en question leurs rapports avec l'impérialisme.

Les fanfaronnades de Fayçal et autres féodaux de la péninsule ne peuvent tromper personne, pas même les prosionistes français qui pourtant font mine de s'indigner des livraisons de chars AMX 30 à l'Arabie Saoudite et de Mirages à Abu Dhabi, alors qu'il est clair que ces armes ne serviront qu'à tenter de réprimer la montée des luttes populaires dans la péninsule et d'abattre le régime progressiste du Yémen démocratique. ■

d.r.

Une réunion de paysans yéménites

d.r.

Les paysans ont chassé les féodaux

Bibliothèque de Sciences Po

egypte

GUERRE ET LUTTE DE CLASSE

Un mois après le déclenchement de la 4ème guerre israélo-arabe on oublie un peu ce que fut la première réaction de la quasi totalité de l'opinion mondiale, y compris et surtout parmi les militants anti-impérialistes : la surprise.

L'impression que donnaient en effet l'ensemble des régimes arabes jusqu'alors était plutôt celle de la résignation et, en tout cas, d'un manque total de préparation en vue d'un affrontement militaire. On a assez dit depuis que c'était essentiellement pour tenter de faire face à une situation intérieure devenue intenable que Sadate a pris l'initiative de cette guerre. Nous allons tenter de dégager dans quelle mesure une telle assertion correspond à la réalité.

La grande humiliation de 67 a eu sur les masses arabes dans leur ensemble l'effet de la gifle qui réveille. Dans ce pays les traditions de luttes étaient déjà anciennes — lutte contre l'occupation turque, lutte populaire contre le pouvoir despotique et anarchique des mameloukes, lutte ensuite contre l'occupation britannique dont les points culminants furent la révolution de 1919 et le mouvement révolutionnaire de 1946 sous la direction de " l'Organisation des ouvriers et des étudiants " — lorsqu'en 1952, à la faveur d'un coup d'état militaire, un groupe d'officiers égyptiens prit le pouvoir en destituant une monarchie en décomposition, l'accent fut immédiatement mis sur le fait que le pouvoir était enfin entre des mains égyptiennes. Mais il ne faut pas oublier que, dès le début, ce pouvoir apparaît sous son vrai jour. Si, en juillet 1952, Farouk est condamné à terminer sa vie dans un exil doré en Italie, deux militants syndicalistes, Mustapha Khamis et Mustapha Al Bakari, moins d'un mois plus tard, sont pendus sur la place publique, pour l'exemple, après un rapide procès. Ainsi, c'est en rétablisseur de l'ordre que le nouveau régime se présente aux Américains qui, dès le début, lui donnent leur aval.

La période de 52 à 67 peut rapidement se caractériser de la façon suivante :

Au niveau de la classe au pouvoir.

Issue de la petite bourgeoisie, elle se transforme progressivement en bourgeoisie bureaucratique, l'état et l'armée conservant un rôle important. Si le prestige personnel de Nasser est énorme à partir de 1956 (nationalisation du canal de Suez), la classe au pouvoir, elle, devient de plus en plus impopulaire, des fissures apparaissent en son sein.

On voit émerger, entre 62 et 65 une "gauche nassérienne" qui se veut le porte parole de "l'application du socialisme dans les pays arabes" et du rapprochement avec l'Est, par opposition à la droite nassérienne qui, tout en parlant de "socialisme arabe spécifique", renoue peu à peu avec les vestiges de la bourgeoisie d'avant 52. Après la mort de Nasser, c'est un des chefs de file de cette aile, Anouar Al Sadate, qui sera élu président de la république. Moins de six mois après, il aura tout à fait décapité la " gauche nassérienne " (15 mai 71). L'épuration aux niveaux les plus bas hiérarchiquement se poursuit encore aujourd'hui.

Au niveau du prolétariat.

Le prolétariat se développe numériquement de façon considérable et s'il bénéficie, dans les premiers temps, d'une politique sociale avancée de la part du régime Nassérien qui manie habilement la carotte et le baton, il représente en 1967 un potentiel révolutionnaire important qui sera à l'avant garde de la lutte de 68 à 73 et constituera un des obstacles les plus importants lors du virage à droite spectaculairement amorcé par Sadate en mai 71. Mais on peut dire que, jusqu'en 67, aucun affrontement de classes direct et violent n'avait eu lieu, les contradictions étant en partie masquées par la popularité et le prestige personnel de Nasser et toute initiative populaire étant réprimée systématiquement avant de présenter un danger réel.

Le choc de 67 va profondément modifier cet état de fait et radicaliser la lutte. Dès février 1968 on assiste à des affrontements violents et, en novembre, ce sont les émeutes d'Alexandrie qui revêtent la forme d'une insurrection populaire. Mais ce qui est plus important, peut-être, c'est le fait que le mouvement, de spontané ou presque, va commencer à s'organiser et à se structurer comme le montrent les grèves exemplaires des ouvriers de la métallurgie de Hélouan. De même, les deux grands mouvements étudiants de janvier 1972 et décembre 1972 — janvier 1973 attestent de l'existence d'organisations bien implantées.

Le conflit de classes est encore aggravé, après 1967, par la situation dans laquelle se trouve le pouvoir. Bien que profondément proaméricain par vocation et par illusion de classe, il est contraint par l'activité des organisations palestiniennes et l'opposition populaire à la politique américaine de prendre des positions anti — impérialistes, surtout qu'une partie du pays est occupée par l'état sioniste d'Israël.

Sur le plan intérieur, une politique de " libéralisation " est amorcée (restitution de certains domaines touchés par la réforme agraire, désequestration d'entreprises privées égyptiennes ou étrangères, ouverture du pays aux investissements occidentaux avec des avantages très importants, y compris des garanties contre la nationalisation, etc...). Cela a pour conséquence, entre autres, de mettre fin à la politique sociale d'emploi massif de travailleurs et de gonflement des effectifs des entreprises nationalisées.

On peut donc résumer la situation antérieure au 6 octobre comme suit :
La classe au pouvoir, composée de l'ex-droite nassérienne et de l'ancienne bourgeoisie nationale intégrée, aspire à se muer en une véritable classe bourgeoise, mais se heurte à une résistance farouche et active des masses populaires. Le rapport de forces est indécis, des divisions et des clans apparaissent à l'intérieur du régime, la répression antipopulaire a du mal à s'exercer. On patauge au pouvoir, on s'organise à la base.

Dans cette situation critique, quel a été le rôle de la guerre?

En déclenchant les hostilités contre Israël, Sadate entendait essentiellement comme certains l'ont si bien souligné, "retrouver (et faire retrouver à son peuple) une dignité perdue". Il voulait ainsi faire basculer en sa faveur le rapport de forces interne. En faisant mine de répondre à l'une des plus fortes aspirations populaires, la guerre pour la libération des territoires occupés, son but est, en fait, d'écraser le mouvement de masse en Egypte. Paradoxalement, en faisant traverser le canal de Suez à son armée, Sadate supprimait l'ultime obstacle qui le séparait des Etats Unis, comme le prouve la reprise spectaculaire des relations diplomatiques entre l'Egypte et les Etats Unis le 7 novembre, sans même consulter ou prévenir ses alliés arabes, à passer des accords avec le sionisme et l'impérialisme américain, accords ressentis par l'ensemble des peuples arabes comme une capitulation et une trahison. ■

Bibliothèque de Sciences Po

PALESTINE

d.r.

- La Résistance et la guerre
- Derrière les mythes sionistes
- Les mouvements de résistance
- Israël : soutien aux déserteurs
- Les plans de liquidation

LA RESISTANCE ET LA GUERRE

Il n'est pas question d'établir déjà un bilan complet de la guerre d'octobre 1973 dont les repercussions n'ont pas fini de se faire sentir sur les différentes parties —et plus spécialement sur Israël qui a été fortement ébranlé selon les aveux des dirigeants sionistes eux-mêmes— et dont les prolongements politiques continuent à se développer.

Cette guerre a été le centre des préoccupations du peuple palestinien comme d'ailleurs des autres peuples arabes puisqu'elle posait le problème non seulement de la libération des "territoires arabes occupés", mais aussi celui du "rétablissement des droits nationaux du peuple palestinien" selon les objectifs affirmés par les régimes arabes engagés dans la bataille.

Quelles ont été les positions des Palestiniens dans ce nouvel épisode israélo-arabe ? Quel rôle ont-ils joué dans la guerre ? Quelles conséquences immédiates en tirent-ils ? Des réponses à ces questions dépendent les perspectives de l'avenir de la révolution dans toute la région.

Les conditions de la victoire

Sans tenir compte des intentions de tel ou tel régime arabe, la résistance palestinienne considérait cette guerre dès le début comme une guerre de libération légitime; c'est pourquoi elle s'y est lancée totalement dès le premier jour, et elle a défini les conditions indispensables pour remporter la victoire:

- l'engagement de toutes les forces arabes combattantes dans la bataille
- la mobilisation et la participation effective des masses arabes
- l'ouverture du front jordanien pour obliger l'ennemi sioniste à disperser ses forces
- la destruction des intérêts impérialistes dans la région notamment en ce qui concerne le pétrole.

Le "troisième front"

C'est ainsi que la résistance palestinienne s'est engagée dès le début dans la guerre à côté des forces égyptiennes au Sinaï, et aussi à côté de l'armée syrienne au Golan. En plus, les fédayin ont mené des nombreuses opérations en territoires occupés et à l'intérieur même d'"Israël". Golda Meïr a reconnu le 23 octobre 1973 devant le parlement israélien qu'il y a eu 116 "actions terroristes" au cours des 17 jours de guerre. D'autre part, Chaïm Hertzog, commentateur militaire de la radio israélienne, n'a-t-il pas déclaré que les palestiniens ont pratiquement ouvert un troisième front dans cette guerre?

En fait, des unités de fedayin harcelaient constamment les lignes arrières de l'ennemi et elles procédaient à des opérations de sabotage des centres névralgiques de l'armée et de l'économie sioniste. Ainsi les révolutionnaires palestiniens ont dynamité l'usine de ciment au nord de la ville "Naharia". Au cours de la même nuit (16 octobre), une autre explosion violente s'est produite dans une autre usine de munitions au nord de Haïfa. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, les fedayin ont attaqué un aéroport militaire près d'Akka; ils ont détruit aussi une grande partie de l'usine de pièces de rechange d'avion près du jardin zoologique à Tel Aviv.

Bibliothèque de Sciences Po

D'autre part, les combattants palestiniens tendaient des pièges aux convois militaires israéliens qui se dirigaient vers le front — comme c'était le cas en Galilée, à Gaza et à Beir Sab'; ils s'attaquaient aux chars et aux blindés israéliens. Le 20 octobre dernier, les révolutionnaires palestiniens ont dynamité un des ponts sur la route Taybeh-Jéricho, sabotant ainsi les efforts de l'ennemi sioniste pour ravitailler ses troupes.

Les forces régulières de la résistance palestinienne ont aussi participé à cette guerre. Ainsi l'Armée de libération palestinienne (A.L.P.) s'est battue sur les hauteurs du Golan où se trouvaient deux divisions de cette armée (les forces de Hettine et celles de Kadissiah) tandis que dans le Sinaï les forces d'"Ain Jallout" ont été les premières à signaler au commandement de l'armée égyptienne la pénétration israélienne sur la rive occidentale du canal de Suez (cf. Sunday Times du 28 octobre 1973).

La résistance populaire

Répondant à l'appel lancé par l'O.L.P. Le 7 octobre, les masses palestiniennes en territoires occupés ont boycotté toutes les institutions de l'ennemi sioniste, et elles ont pris des initiatives pour résister à l'occupation: grèves générales; manifestations, protestations, accrochages avec les patrouilles israéliennes etc ... Il est certain que la poursuite de la guerre aurait contribué au développement et à l'extension de ces formes de résistance populaire et armée.

En même temps la résistance palestinienne a intensifié son travail politique et de mobilisation parmi les masses palestiniennes au Liban et en Syrie, elle a déployé ses efforts pour que les masses et l'armée en Jordanie prennent part à cette guerre de libération. Se résignant aux pressions exercées par les forces populaires nationales et arabes, le régime réactionnaire jordanien a dû envoyer quelques milliers de soldats sur le front syrien. Après avoir essayé de faire croire que sa non participation était prévue par les accords avec l'Egypte et la Syrie, il se résignait finalement à tenter de sauver la face par ce geste.

La résistance palestinienne a proclamé dès le début de la guerre la nécessité d'ouvrir contre Israël le front jordanien, long de 600 kilomètres. Elle a même envoyé plusieurs unités en Jordanie avec pour objectif de franchir le Jourdain, mais l'armée d'Hussein les a arrêtées et renvoyées dans des camions militaires. Aujourd'hui, plusieurs semaines après le cessez-le-feu, la résistance continue à mobiliser les masses pour une guerre de longue durée. D'ailleurs la guerre d'octobre lui a donné raison, les masses arabes, par l'expérience amère des six dernières années, comprennent bien que le retour à la situation antérieure signifierait de nouveaux complots, des projets suspects, la confusion voilant de moins en moins la capitualtion. Les masses arabes qui se préparaient à une guerre prolongée et avaient déjà consenti des sacrifices importants ont exprimé leur colère dès le premier jour du cessez-le-feu. L'Union générale des travailleurs syriens a appelé les masses à continuer la lutte contre Israël et les intérêts impérialistes. Les partis et les forces progressistes au Liban ont dénoncé le cessez-le-feu et exigé la liberté d'action pour la résistance palestiniennes ainsi que la nationalisation des intérêts pétroliers impérialistes dans la région.

Pour la Palestine, un seul représentant:

la résistance

Depuis quelques semaines, la "lutte" se déroule au niveau diplomatique : contacts multiples, visites et déclarations de part et d'autre... Cependant un fait est certain : on ne peut pas décider du sort d'un peuple par des accords sur le papier ou par des documents. Le peuple palestinien a déjà eu à connaître des dizaines de résolutions, projets et autres documents... (cf. les archives de l'ONU).

Tout en continuant la lutte armée qui demeure son axe stratégique, la résistance palestinienne doit poursuivre aussi la lutte au niveau politique et diplomatique, en refusant la diplomatie secrète où l'on voudrait l'enfermer.

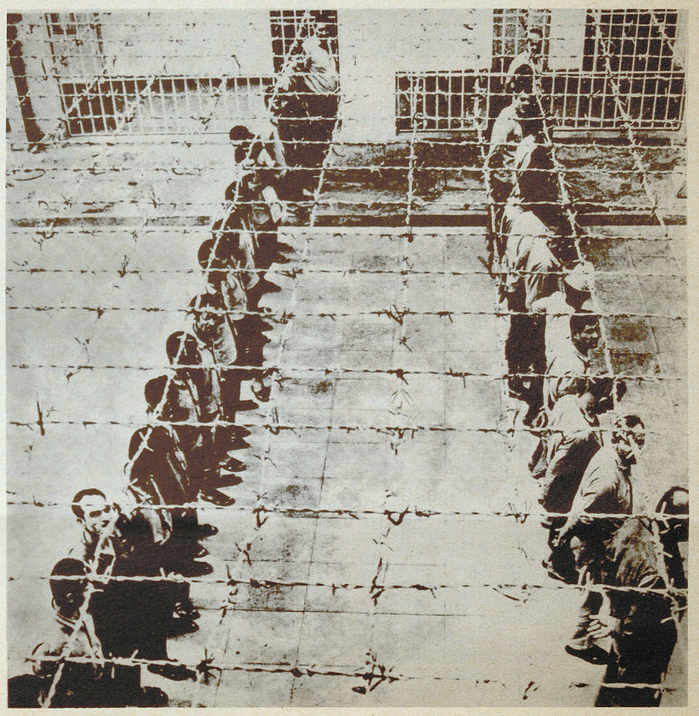
Alors que les droits du peuple palestinien sont ouvertement en jeu, la résistance palestinienne ne doit manquer aucune occasion de faire reconnaître les acquis de ses luttes des huit dernières années. Elle pourra ainsi couper l'herbe sous le pied du roi Hussein et écarter son plan de liquidation de la résistance, sa tactique actuelle, privant les forces ennemies de leurs accusations d'"intransigeance" et d'"irréalisme", les obligeant à prendre enfin en considération les objectifs de son combat.

Nous devons enfin rappeler que la résistance palestinienne doit observer la plus grande vigilance car, en dépit des points marqués contre Israël et l'impérialisme pendant cette guerre, ceux-ci peuvent encore profiter de la conjoncture actuelle et trouver des nouveaux appuis contre les droits nationaux fondamentaux du peuple palestinien. Le rétablissement de ces droits ne sera envisageable qu'au moment où les forces de la révolution palestinienne unies aux avant-gardes révolutionnaires arabes auront conquis dans toute la région une position de force déterminante. ■

DERRIERE LES MYTHES SIONISTES

La propagande sioniste est l'un des pi liers essentiels de l'existence de l'état d'Israël. Cette propagande, véritable ciment idéologique, a pour rôle d'assurer la cohésion des Israéliens autour de la politique d'agression des dirigeants sionistes et contribue ainsi à faire de la société israélienne, toutes classes confondues, l'oppresseur du peuple palestinien. En même temps cette propagande entretient consciemment l'antisémitisme (cf. la déclaration de Ben Gourion à ce sujet) pour favoriser l'immigration juive en Israël. Enfin, s'appuyant sur les idéologies les plus réactionnaires, elle propage à l'étranger un ensemble de mythes pour dissimuler la véritable nature du sionisme et obtenir des appuis extérieurs pour sa politique d'oppression. En France elle est ainsi parvenue à intégrer une partie de ces mythes à l'idéologie dominante.

En conséquence la lutte idéologique contre le sionisme, si elle n'est pas la seule, est une tâche centrale pour les militants anti-impérialistes et antisionistes. L'article qui suit vise donc à dissiper quelques uns des mythes concernant Israël les plus frequemment développés par la propagande sioniste et par ceux qui s'en font aujourd'hui les complices plus ou moins conscients.



d.r.

Israël serait un état socialiste, voilà ce qu'expliquent un certain nombre de sionistes dits de gauche. La preuve? L'existence des kibboutzim, îlots de socialisme, et puis le président du conseil n'est-il pas un socialiste?

Mais comment peut-on qualifier de socialiste un pays dont les fondateurs eux-mêmes ne cachaient pas la nature d'allié de l'impérialisme? Herzl ne déclare-t-il pas en 1895 : " Pour l'Europe nous construirons là-bas une partie du mur à dresser face à l'Asie, nous pourvoirons aux avant-postes de la civilisation contre la barbarie". Quant aux kibboutzim, s'il était déjà en 1948 illusoire de croire que l'on pourrait maintenir des îlots de socialisme dans un état dont le reste de l'économie est agressivement capitaliste, on voit bien maintenant, devant la part minime qu'ils jouent dans la production, devant la désaffection croissante dont ils sont l'objet, devant leur soumission aux règles du marché capitaliste, que leur rôle est surtout de fournir une caution idéologique aux Dayan et Co., oppresseurs associés. Quant à la "socialiste" Golda Meïr son internationale, réunie dernièrement à Londres, c'est celle des Mitterrand, le va-t-en-guerre d'Algérie, des Brandt, Senghor, Bourguiba ou Frangié, on en passe et des pires...

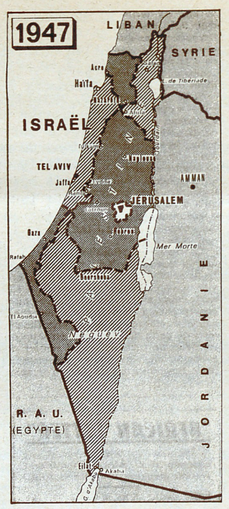
Israël serait un état démocratique. En tous les cas, c'est une bien étrange conception de la démocratie qui règne dans ce pays où les Palestiniens ne peuvent circuler librement — il leur faut un permis des autorités militaires—, où ils peuvent être incarcérés sans jugement, où ils ne peuvent entrer au syndicat "officiel" que depuis 1959. Enfin, tout l'arsenal repressif de l'état sioniste est en place pour leur interdire la moindre expression autonome : journaux, partis ou syndicats palestiniens sonts interdits et la loi sioniste les oblige à s'intégrer dans le cadre politique sioniste. Est-ce aussi la démocratie que le maintien des ordonnances britanniques, que les sionistes eux-mêmes, avant 1948, qualifiaient de "pires que les lois nazies" et qu'ils réutilisent aujourd'hui à leur profit! Démocratie encore que les spoliations de terres répétées et l'instauration d'un régime d'apartheid qui prend pour exemple l'Afrique du Sud. Sans parler des chaleureuses relations entretenues par cette "pure démocratie" avec Thieu, les fascistes chiliens, le shah d'Iran et autres fascistes portuguais.

Autre mythe que celui qui affirme qu' "Israël, parti de rien, a fait fleurir le désert ". Mais on sait que la Palestine passait autrefois pour une des régions les plus fertiles du monde. La Palestine n'était pas un désert mais un pays où vivait un peuple, les Palestiniens, tirant de la culture du sol leurs moyens d'existence. On sait aussi que ce n'est pas principalement le travail des colons sionistes qui a fait augmenter la production agricole mais d'abord et avant tout la technologie capitaliste et les capitaux énormes qui y ont été investis. Le " miracle économique " n'est qu'un mirage de plus à l'étalage de la propagande sioniste.

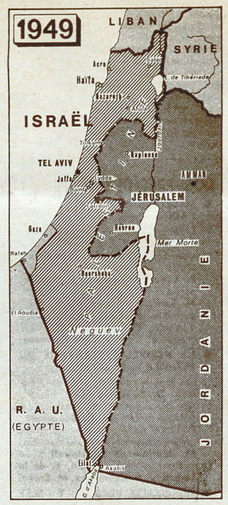
Israël prétend être la terre de tous les juifs, mais la majorité de ces derniers préfèrent encore vivre là où ils sont, en Europe, aux Etats Unis, plutôt que d'émigrer. Les sionistes prétendent aussi que tous les Juifs ne forment qu'un seul peuple; pour l'avoir cru, les Juifs orientaux sont maintenant traités en Israël comme les travailleurs immigrés en Europe. " Un seul peuple juif ", mais quels critères pour définir ce peuple : la religion, la race comme le faisaient les nazis, ou la culture? Le mensonge d'un seul peuple juif éclate devant les contradictions qui traversent Israël : entre sabras et immigrants récents, juifs occidentaux et orientaux, assimilation très difficile des juifs soviétiques ou encore le refus d'accepter en Israël les Falashas, juifs noirs d'Ethiopie, considérés comme "primitifs".

Un petit peuple toujours menacé? Encore une vieille rengaine de l'arsenal sioniste, vieille mais toujours efficace! La recette est simple, il s'agit de transférer contre les arabes la responsabilité morale des occidentaux par rapport aux massacres de l'hitlerisme. On joue sur les six millions de morts d'il y a 25 ans. Mais il ne s'agit pas, en jouant sur le mythe du petit peuple menacé, d'empêcher qu'un crime similaire se reproduise, l'objectif est plutot d'amener ceux qui, il y a 25 ans, ont été par leur silence et leur immobilisme les complices des nazis à soutenir aujourd'hui d'autres crimes. C'est pour cela que des antisémites notoires soutiennent ouvertement l'état sioniste.

A regarder une carte on voit qu'Israël est bien loin des terres achetées (5,2% de la superficie totale de la Palestine) et même de celles accordées par l'ONU en 1948 (48%). Pour un petit pays menacé, il s'est taillé par la force des armes un territoire sans cesse plus grand. Israël un petit pays menacé? Les morts de Deïr Yassine, les brûlés au napalm des camps de réfugiés, les paysans palestiniens dont les récoltes ont été détruites au moyen de produits chimiques, les deux mille victimes civiles des bombardements de Damas, voilà la sinistre réalité et la véritable menace! ■



Plan de partage voté par les Nations unies le 29 novembre 1947. Au moment de la trêve du 11 juin 1948, les troupes israéliennes ont atteint Jérusalem, tandis que les troupes arabes occupent une partie du Neguev.



Lignes de démarcation après les accords d'armistice de 1949. Israël et la Jordanie se partagent le territoire destiné à l'Etat arabe palestinien, et Gaza est confié à l'administration égyptienne.

Après l'expédition franco-israélienne, les troupes juives occupent la majeure partie du Sinaï, mais n'ont pas atteint le canal de Suez. Au début de mars 1957, cédant la place aux « casques bleus », elles se retirent à l'intérieur des imites de 1949.

Positions israéliennes après la guerre de six jours : elles occupent le Sinaï, mais cette fois jusqu'au canal, et en outre s'installent sur les hauteurs du Golan et en Cisjordanie.

l'expansionisme sioniste

Bibliothèque de Sciences Po

LES MOUVEMEMENTS DE RESISTANCE

Après la 4ème guerre israélo-arabe, la résistance palestinienne doit prendre position par rapport aux "négociations de paix" et au cessez-le-feu. Pour mieux comprendre les débats qui la traversent, il nous a semblé utile de faire un historique du mouvement palestinien, particulièrement depuis 1967.

La lutte contre la colonisation sioniste a commencé dès les lendemains de la déclaration Balfour (1917). Elle atteint un de ses sommets en 1936 avec la grève générale de 5 mois dans toute la Palestine, mais la lutte est brisée en octobre de la même année par les Anglais, avec la complicité de la grande bourgeoisie arabe. Entre 1948 et 1967, la résistance se développe lentement, elle prend principalement deux formes : des groupes qui luttent pour les droits démocratiques des arabes en Israël, pour le droit à la terre par exemple comme le groupe "El Ard" et des groupes qui commencent à mener la lutte armée. Ce sont principalement l'O.L.P. (première manière) et le Fath.

L'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) a été fondée en 1964 par le sommet arabe d'Alexandrie. Elle était totalement liée aux états arabes réactionnaires et était dirigée par Choukeiri. Parallèlement était crée l'Armée de libération de la Palestine. Après les IVe et Ve congrès en juillet 1968 et février 1969, l'O.L.P. change de visage à la suite de l'entrée des mouvements palestiniens en son sein et devient l'organisation de centralisation des mouvements de la résistance.

Le Fath (Mouvement de libération nationale de la Palestine) a été créé par un petit noyau d'intellectuels palestiniens en 1962. Il lance sa première opération militaire le 1er janvier 1965. Après la guerre de juin 1967, il va se développer très rapidement dans les camps de réfugiés et devenir l'organisation de résistance de loin la plus importante. La ligne du Fath est principalement une ligne de libération nationale par la violence des masses, mais le Fath ne se réclamant pas du marxisme, il reste très peu précis sur la nature de l'état palestinien à construire. Par ailleurs, son opportunisme vis à vis des états arabes réactionnaires, dû à sa dépendance financière qui l'a amené à faire de nombreuses concessions, a fortement contribué à la défaite de septembre 1970. Aujourd'hui plusieurs positions s'expriment au sein du Fath et le débat est ouvert avec les autres forces de la résistance.

Après 1967, les masses palestiniennes dans les camps et les territoires occupés se sont radicalisées et de nombreuses organisations se sont développées. Principalement trois : la Saïka, le FPLP et le FDPLP.

La Saïka est une organisation baasiste (d'obédience "syrienne"). Son activité militaire et politique, parfois même ses positions, dépendent le plus souvent de la Syrie. Elle s'estime proche de la gauche du Fath.

Le Front populaire de libération de la Palestine a été créé à partir de la section palestinienne du Mouvement des nationalistes arabes. Il se définit comme marxiste-léniniste. Mais il a tout d'abord consacré l'essentiel de ses forces à une activité militaire spectaculaire (détournements d'avions, opérations de prestige). Cette activité, ne s'appuyant pas sur la mobilisation des masses, a joué un rôle important dans l'isolement de la résistance qui a permis les massacres de septembre 1970. Tirant la leçon de cet échec, le FPLP s'est ensuite tourné vers une activité politique dans les campagnes et les territoires occupés.

Le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine a été formé par une scission du FPLP en février 1969. Il se réclame aussi du marxisme-léninisme. A ce titre, il n'a jamais séparé le travail politique au sein des masses et le travail militaire. Sa ligne a toujours été de dénoncer clairement les régimes arabes réactionnaires et de rompre l'isolement de la résistance par l'alliance avec les masses populaires des pays arabes. Il travaille dans ce sens à la constitution d'un front uni jordano-palestinien. Il explique que seule une solution démocratique peut être donnée au problème palestinien, par la création d'un état laïque sur des bases révolutionnaires. C'est souvent autour des positions du FDPLP, même si c'est une organisation minoritaire au sein de la résistance, que des débats importants se sont déroulés. Il a pris par exemple une part importante dans la plate-forme de l'OLP adoptée au XIe conseil national palestinien. (cf. EL JABHA n°3)

Enfin d'autres organisations ont eu une existence éphémère, comme le FPRLP, ou demeurent de petits groupes sans aucune influence de masse.

Telles sont les principales composantes de la résistance dont la participation active à la quatrième guerre israélo-arabe a fait taire ceux qui voulaient l'enterrer trop vite et avec elle, les droits nationaux du peuple palestinien.

Note : Le Conseil national palestinien est une sorte de parlement qui est composé de notables et de représentants de toutes les organisations de résistance. ■

ISRAEL: SOUTIEN AUX DESERTEURS!

Pour la première fois, à notre connaissance, lors d'un conflit entre Israël et les pays arabes, plusieurs révolutionnaires juifs israéliens ont refusé de rejoindre l'armée sioniste et de se rendre sur le front. Le Comité Palestine Yémen Golfe Arabique salue ces camarades insoumis et déserteurs qui ont exprimé publiquement les raisons politiques de leurs actes par les communiqués communs du Matzpen et de l'Alliance communiste révolutionnaire (Maavak). La naissance d'une gauche révolutionnaire israélienne et ses positions ont été analysées dans EL JABHA n° 2 et 3.

En prenant cette responsabilité qui les rend passibles de la peine de mort, pour désertion en temps de guerre, ces camarades ont choisi d'attaquer l'un des éléments-clés de la propagande sioniste: la cohésion d'Israël autour de son armée pour assurer la "sécurité" de l'état sioniste.

L'attitude héroïque de ces militants est un encouragement pour le mouvement révolutionnaire dans toute la région et ne peut que contribuer à renforcer les liens entre la résistance Palestinienne, les avant-gardes des différents pays arabes et les révolutionnaires israéliens dans leur lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction.

Alors que déjà le camarade Marius Chattner, militant de l'ACR, arrêté, doit bientôt passer en Cour Martiale, les militants anti-sionistes et anti-impérialistes se doivent d'engager fermement la bataille pour la défense de ces camarades et pour les soustraire aux griffes de la repression militaire sioniste. ■

Déclaration de l'Alliance communiste révolutionnaire du 13/10/1973

"L'influence de cette guerre sur la conscience des masses arabes ne se limite pas forcément à la consolidation provisoire de l'emprise idéologique de l'aile "combattante" de la petite bourgeoisie. La guerre peut également se transformer en étape de la maturation politique et de l'Organisation révolutionnaire des masses.

Précisément pour cette raison, il est de la plus haute importance que continuent le travail et l'activité révolutionnaires. Précisément, dans de telles conditions, nous avons le devoir de continuer à diffuser les idées et l'internationalisme prolétarien au sein des masses.

Les révolutionnaires israéliens doivent refuser de prendre part à cette guerre, ils doivent s'y opposer et révéler aux masses de travailleurs juifs la signification de classe de ce massacre. (...) Nous, internationalistes arabes et juifs, promettons solenellement aux masses de cette région que nous n'interromprons pas notre combat commun avant la défaite du sionisme et de la bourgeoisie arabe."

Bibliothèque de Sciences Po

LES PLANS DE LIQUIDATION

Leroy Woodson-Gamma

La guerre de 1967 avait mis en question la "stabilité" et la "sécurité" au Moyen-Orient, indispensables à l'emprise stratégique et économique de l'impérialisme dans cette région. Aussi s'est-il employé à élaborer des solutions politiques pour "rétablir la paix", présentées soit par le biais de l'ONU, soit directement par ses propres émissaires, soit encore par l'intermédiaire du réactionnaire Hussein.

La résolution 242

La première et la plus importante de ces tentatives, qui est de nouveau au centre des marchandages diplomatiques, est la résolution 242 du 22 novembre 1967 qui déclare:

"Le Conseil de sécurité, exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient;

Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par le guerre et la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité;

Soulignant en outre que tous les Etats membres, en acceptant la charte des Nations unies, ont contracté l'engagement d'agir conformement à l'article 2 de la charte.

1) Affirme que l'accomplissement des principes de la charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants:

a) Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit;

b) Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégralité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force.

2) Affirme en outre la nécessité:

a) De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région;

b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés;

c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région par des mesures comprenant notamment la création de zones démilitarisées

3) Prie le secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les Etats intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et conforme aux dispositions et aux principes de la présente résolution;

4) Prie le secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial."

Non seulement elle implique la reconnaissance par les régimes arabes du fait colonial sioniste, mais encore elle affirme le droit d'Israël à des "frontières sûres", sans fournir la moindre précision sur celles-ci. Mieux encore, elle réussit le tour de force de proposer "une paix juste et durable au Moyen-Orient" sans même nommer la Palestine et les Palestiniens, réduits à la situation de "réfugiés" et recommandés à la bonne volonté des régimes en place.

Le plan Rogers

Israël s'étant bien gardé d'accepter cette résolution, et la "stabilité de la région" demeurant en question, les USA n'hésitèrent plus à affirmer qu'eux seuls étaient en mesure de trouver un "compromis valable et raisonnable". A cette fin, ils envoyèrent leur émissaire Rogers présenter un plan de paix au Caire et à Jérusalem, en juin 1970. Nous nous contentons de publier les points essentiels de ce plan, rédigé sous forme d'une lettre adressée par le secrétaire d'Etat américain au ministre égyptien des affaires étrangères.

" La R.A.U. (la Jordanie) et Israël me communiquent leur accord sur ce qui suit:

a) Ayant accepté et indiqué qu'ils sont disposés à appliquer la résolution 242 dans toutes ses parties, ils désigneront des représentants à des discussions qui se tiendront sous mes auspices, conformément à la procédure et aux lieu et date que je pourrai recommander, en tenant compte, selon qu'il conviendra, de la préférence de chaque partie quant à la méthode de procédure, ainsi que de l'expérience antérieure entre les parties;

b) Le but des discussions susmentionnées est de parvenir à un accord sur l'instauration d'une paix juste et durable entre elles, fondée sur: 1) la reconnaissance mutuelle par la R.A.U. (la Jordanie) et Israël de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chacun d'eux;

2) le retrait d'Israël des territoires occupés lors du conflit de 1967 dans les deux cas conformément à la résolution 242;

c) Pour faciliter ma tâche en vue de favoriser un accord tel qu'il est énoncé dans la résolution 242, les parties observeront strictement, avec effet du 1er juillet et au moins jusqu'au 1er octobre, les résolutions du Conseil de sécurité sur le cessez-le-feu."

Derrière le plan Rogers: la volonté des impérialistes de prolonger tant que possible le cessez-le-feu et de parvenir en premier lieu à un accord partiel permettant la reouverture du canal de Suez. Pour amener l'Egypte à accepter ce plan (ce que fit Nasser), les Etats-Unis évoquèrent la possibilité pour eux de lui consentir un soutien politique et financier; démarche habile, propre à renforcer l'aile pro-américaine du régime. Quant à Israël, il devait se retirer des territoires occupés, selon les dispositions de la résolution 242, elle même incluse dans le plan Rogers, mais une fois de plus, et pour cause!, l'implantation d'un état raciste et sioniste en Palestine n'était pas mis en question. Une fois de plus, aucune allusion n'était faite aux droits du peuple palestinien. Par contre, la résistance était directement visée par les dispositions même du plan: la reconnaissance d'Israël dans les frontières antérieures à 1967, le renforcement de l'aile pro-américaine en Egypte, le soutien apporté par les Etats-Unis au régime hachémite impliquaient la lutte contre la résistance. Car celle-ci, en réclamant "la libération de toute la Palestine" annonçait le guerre contre toute perspective d'arrangement entre les régimes en place. Hussein l'avait si bien compris qu'il déclancha une répression sans pareille contre le peuple pa-

Bibliothèque de Sciences Po

lestinien et la résistance, qui culmina dans le massacre de plus de 25 000 palestiniens en septembre 1970.

Le plan Hussein

Ce boucher du peuple palestinien osa, le 15 mars 1972, proposer sa "solution". Supposant le retrait d'Israël de la Cisjordanie, elle prévoyait "la création d'un royaume arabe uni, composé de deux provinces fédérées, celle de la Jordanie, à l'est du Jourdain (l'ancienne Transjordanie), ayant Amman pour capitale, et celle de Palestine (l'ancienne Cisjordanie), dont la capitale serait la Jérusalem arabe. Le souverain serait le chef de l'Etat, il détiendrait le pouvoir exécutif et le gouvernement central siégerait à Amman". Non seulement ce projet réduit la Palestine à la simple Cisjordanie (ce qui est encore moins que le plan de partage de l'ONU de 1947), mais en faisant de Hussein, ennemi du peuple palestinien, le "représentant" du peuple palestinien, il nie le droit de ce peuple à l'autodétermination, il nie sa lutte pour la "libération de toute la Palestine".

Les Etats-Unis furent les seuls à approuver ce plan, à l'élaboration duquel, on suppose, ils ont participé. Il présentait l'intérêt pour eux que l'existance d'Israël n'était nullement mise en question et que le peuple palestinien et sa résistance étaient muselés par un des régimes arabes le plus réactionnaire.

Ailleurs, ce projet déclancha une tempête de protestation. Israël se refusa à abandonner ses implantations le long du Jourdain. La ligue des états arabes qui reconnait l'O.L.P. comme représentant légitime du peuple palestinien récusa le plan Hussein. L'Egypte rompit ses relations diplomatiques avec la Jordanie à qui elle reprochait de chercher toute seule une solution à la "question nationale" qu'est la cause palestinienne. Pour la résistance, il était hors de question d'accepter la proposition de Hussein, qu'elle qualifia de "la plus grande conspiration à laquelle la cause palestinienne a eu à faire face depuis un demi siècle".

Toutes ces " solutions pacifiques " proposées dans le passé traduisent la volonté des régimes impérialistes et réactionnaires de maintenir l'Etat d'Israël sous sa forme raciste, militariste et colonialiste et de refuser toute autodétermination au peuple plaestinien. Ce peuple sait qu'il n'a rien à attendre de chiffons de papier ou arrangements des régimes en place. Une seule voie s'ouvre pour la reconquête de ses droits, celle que lui montre la résistance, celle de la mobilisation politique et militaire du peuple entier.

d.r.

Sept 70 : sous les balles de Hussein

nouvelles brèves

OMAN : "La voix de la révolution", la nouvelle station émettrice du Front populaire de libération d'Oman et du golfe arabique, est entrée en service au coeur des régions libérées du Dhofar le 3 novembre dernier.

FRANCE : Création du "Comité de solidarité au Baloutchistan et au Pachtounistan" (adresse : 19 C villa Seurat, Paris 14°).

Le premier communiqué du comité précise que "(...) le Comité condamne vigoureusement la dissolution arbitraire, en février dernier, du gouvernement autonome du Baloutchistan par le gouvernement central de M. Bhutto, la vague d'arrestations des principaux leadres du N.A.P. au Baloutchistan(...), l'intervention armée iranienne au Baloutchistan oriental, aux côtés de l'armée pakistanaise, et sa participation aux opérations de repression contre le mouvement national autonomiste du Baloutchistan oriental (...). Le Comité soutient la lutte armée du peuple baloutche au Baloutchistan occidental (sous domination iranienne)..., la lutte populaire armée des révolutionnaires du Front populaire de libération d'Oman et du golfe arabique, condamne l'utilisation des baloutches par l'impérialisme britannique comme chair à canon dans la guerre d'extermination qu'il mène contre le peuple du Dhofar, de même que la participation de l'armée iranienne aux opérations de repression."

MAROC : Nouveau crime de Hassan II. Le 1er novembre, quinze dez size condamnés à mort du procès de Kenitra ont été fusillés. Ces exécutions font suite aux procès de membres de l'UNFP à Kénitra et de militants marxistes-léninistes à Casablanca, à la disparition entre les mains de la police marocaine de Abdel Aziz Mnebhi et d'Abdel Wahad Belékir, à l'enlèvement des 80 acquités du procès de Kénitra. Derrière l'attitude de façade prise par Hassan II lors de la quatrième guerre israélo-arabe, ces exécutions marquent un nouveau pas sur la voie sanglante du régime marocain et élargissent encore le fossé sanglant qui l'isole de l'ensemble du peuple marocain.

ETHIOPIE : Plus de 100.000 morts de faim en 1973 et l'on compte actuellement plus de 1000 décès nouveaux par semaine. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on apprend l'ampleur du drame que les dévoués serviteurs d'Haïlé Sélassié avaient tout fait pour étouffer. La famine n'a pas seulement des causes naturelles, bien au contraire, l'arriération féodale, entretenue par la violence des mercenaires du Négus en est la principale responsable.

d.r.

L'intervention anglo-iranienne au Dhofar : les restes d'un des avions britanniques récemment abattus par les combattants du Front populaire de libération d'Oman et du golfe arabique.

صوت الثورة

نشرة اخبارية اسبوعية يصدرها
مكتب الجبهة الشعبية لتحرير عمان والخليج العربي
بعدن

SAOUT AL SAOURA

(VOIX DE LA REVOLUTION)

Bulletin d'information publié par le Front Populaire pour la Libération d'Oman et du Golfe Arabique. (Bureau d'Aden/Misalla, B.P. 5037)

B.P. 867 BEYROUTH LIBAN

٩ يوليو

النشرة الاخبارية
للجبهة الشعبية لتحرير عمان والخليج العربي

ANFASSE (modèles)

Boîte postale 114
75722-PARIS — CEDEX-15
C.C.P. La Source - 33.304.80

Ecrivez nous pour vous abonner à l'édition française, arabe ou française de "Saout al Saoura", l'organe hebdomadaire (bimensuel en français) du Fronr populaire de libération d'Oman et du golfe arabique.

Bibliothèque de Sciences Po

LES ACTIVITES DU COMITE

d.r.

PARIS, le 26 octobre

Le comité Palestine-Yémen-Golfe-Arabique a un an d'existence. Son activité de soutien aux mouvements révolutionnaires du Moyen-Orient s'est développée et a pris plusieurs formes. Après un an de travail, il nous faut maintenant dégager des perspectives pour organiser une popularisation et un soutien encore plus massifs à la lutte des peuples palestinien, yéménite et du Golfe Arabique contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction.

Pour définir les axes de travail de cette année,s'est tenue la 1ère conférence Nationale du CPYGA, les 9 et 10 juin, anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Dhofar. Tous les comités de Paris et de province étaient présents de même que quelques camarades de comités étrangers (Belgique, Suisse, Italie). Après un rapport d'activité, les travaux ont principalement porté sur la discussion et la précision de certains points de la plate-forme (que nous republierons intégralement avec les amendements) et sur l'adoption d'une résolution concernant l'organisation et l'activité de Comité Palestine-Yémen-Golfe Arabique.

La conférence nationale avait constaté l'absence de liaison Paris-province et l'absence de centralisation du travail. Pour y remédier, elle a décidé de doter le comité d'un organisme central de direction et de liaison et de fixer les axes de travail pour cette année.

L'année dernière notre activité a porté principalement sur la diffusion de l'information par la parution d'EL JABHA qui a fait connaître les aspects les plus importants des luttes que nous soutenons.

Cette année, le CPYGA doit devenir une réelle structure de soutien à ces luttes. Il doit être capable d'impulser des campagnes, des meetings, tant à l'occasion d'évenements importants qu'à l'occasion de dates historiques (14 octobre, 9 juin). Pour dépasser le stade de l'information, le soutien doit être un soutien militant. Nous ne laisserons passer aucune occasion (manifestations, meetings) pour développer notre point de vue. Déjà, à Paris, quelques pas ont été faits dans cette direction.En juin, nous avons organisé une conférence de presse pour dénoncer la répression dans le Golfe et pour faire connaître la situation des prisonniers politiques, puis nous avons envoyé deux télégrammes au Front Populaire de Libération d'Oman et du Golfe Arabique et à Qabous lors de l'exécution de dix membres du F.P.L.O.G.A. en juin. Au cours de la guerre d'octobre,le comité a envoyé un communiqué de presse exprimant son soutien à la résistance palestinienne et sa méfiance envers un cessez-le-feu imposé et a participé à des initiatives de soutien aux peuples arabes.

> La réponse du FPLOGA à notre télégramme :
>
> REMERCIEMENTS REVOLUTIONNAIRES POUR VOTRE SOLIDARITE AVEC NOTRE PEUPLE CONTRE LES CRIMES DE QABOUS / LA REVOLUTION VAINCRA / FPLOGA

Mais nous devons aussi poursuivre l'information. Pour cela, nous avons EL JABHA, qui pendant la première année de sa parution s'est efforcé de donner une information de reférence sur les luttes que nous soutenons. Cette année, le journal sera plus lié à l'actualité et devra contenir outre des articles de fond, des informations sur le travail du comité et servir ainsi de lien entre les différents comités et le lecteur. Parallèlement nous pensons publier quelques brochures, reprenant des textes de base sur les luttes que nous soutenons.

Nous avons une lourde tâche. Le soutien aux luttes révolutionnaires du Moyen-Orient doit s'intensifier. Pour cela, nous devons renforcer notre activité. Prenez contact, rejoignez les CPYGA déjà existants. En développant le Comité Palestine-Yémen-Golfe Arabique, nous pourrons soutenir les luttes contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction.

ABONNEZ VOUS!

Pour dix numéros

	France	Etranger
Pli ouvert	20 F.F.	25 F.F.
Pli fermé	30 F.F.	35 F.F.

—Tarifs avions sur demande

—Abonnement de soutien: 50 F.F. et plus.

— Précisez dans votre demande d'abonnement le type d'abonnement choisi et à partir de quel numéro vous désirez recevoir EL JABHA

— Adressez vos envois à l'adresse suivante :

"COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE"
boîte postale n°20
75661 PARIS CEDEX 14

Les règlements doivent être libellés au nom du comité. Ils peuvent être effectués par chèque postal (CCP 2 131 50 PARIS), par chèque bancaire ou par mandat.

SOUTENEZ LE COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE

PARTICIPEZ AUX ACTIONS QU'IL ORGANISE

" EL-JABHA " —le front— bimestriel d'information publié par le COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE boîte postale n° 20, 75661 PARIS CEDEX 14

directeur de la publication : M. PELLAS
imprimerie T.C., Yvetot, Seine Maritime
dépôt légal : 1er trimestre 1973
" EL-JABHA " est inscrit au registre de la Commission Paritaire sous le numéro 53 500.

Bibliothèque de Sciences Po

INTERNATIONAL

GUINEE BISSAO

Le 26 septembre 1973, l'Assemblée Nationale Populaire, élue en décembre 1972 dans les régions libérées qui couvrent plus de 70% du territoire a proclamé l'indépendance de la République de Guinée Bissao. Le CPYGA salue cette victoire décisive que vient de remporter le peuple guinéen sur les colonialistes portugais après douze ans de lutte armée.

La voie de la guerre populaire prolongée

Le PAIGC, Parti Africain pour l'indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert, a été crée en 1956. Très vite, il organise grèves et manifestations dans les centres urbains, mais la répression sanglante des fascistes portugais s'abat et écrase le mouvement.

Tirant la leçon de cet échec, le PAIGC comprend que la seule voie possible est celle de la lutte armée prolongée. Après trois ans passés à parcourir tout le pays, à apprendre les conditions d'existence et d'exploitation des paysans, à former des cadres révolutionnaires et ayant ainsi tissé des liens solides avec les masses, le PAIGC, sous la direction d'Amilcar Cabral, lance la guerilla en janvier 1963.

Très vite viennent les premiers succès, et les zones libérées s'etendent contraignant l'armée coloniale portugaise à se replier sur les villes et quelques camps retranchés, progressivement, plus des deux tiers du territoire sont libérés, et l'armée des fascistes est affaiblie par les multiples désertions de soldats portugais invités par le PAIGC à rejoindre les zones libérées.

L'initiative des masses

Si les fascistes portugais sont conduits de défaite en défaite, en dépit de l'accroissement de l'aide de l'impérialisme en dollars et en armes spéciales anti-guerilla, c'est qu'ils ont à faire face à la lutte de tout un peuple. Dans les zones libérées, les paysans se sont débarrassés des exploiteurs, des chefs, des féodaux, des commerçants riches qui étaient passés du côté des colonialistes portugais. Leurs terres ont été prises et redistribuées. Le pouvoir des chefs traditionnels a été remplacé par des conseils de village élus par tous, où tous, hommes et femmes, pouvaient être élus. Les comités de village sont l'instrument qui permet aux masses de prendre en main leurs luttes, d'organiser l'auto-défense et la participation aux opérations militaires, enfin de développer la production. Sous l'impulsion du PAIGC, les conseils de village ont fait faire des bonds énormes à l'instruction, apprennent à mieux cultiver la terre, luttent contre les maladies, et construisent dispensaires et hôpitaux.

Le grand mérite du PAIGC a été de comprendre la nécessité de la lutte armée; mais aussi que cette lutte devait obligatoirement trouver sa force et ses racines dans l'éducation politique des masses, leur mobilisation, leur organisation propre. C'est pour cela que l'assassinat d'Amilcar Cabral, Secrétaire Général du PAIGC, par les fascistes portugais n'a pas pu briser l'elan de la lutte de tout le peuple. Bien au contraire, ce nouveau coup du colonialisme a renforcé la détermination des masses de poursuivre le combat dans la voie tracée par Cabral.

Les victoires remportées par le peuple de Guinée Bissao sont des victoires pour tous les peuples qui luttent contre l'impérialisme et le colonialisme. Elles ont affaibli l'impérialisme et renforcé le camp de la révolution.

Les militants anti-impérialistes doivent aujourd'hui poursuivre leur soutien aux luttes de libération dans les colonies portugaises. Ils doivent dénoncer l'impérialisme français qui équipe les fascistes portugais en armes de répression comme il arme la réaction contre les luttes des peuples du Yémen et du Golfe Arabique. ■

Gilles Caron-Gamma

proclamation de la république dans les zones libérées

CHILI

Le 11 septembre les militaires, présentés quelques semaines auparavant encore comme légalistes, ouvraient la plus sanglante crise de l'histoire du Chili. La repression la plus bestiale s'est abattue sur les forces populaires: arrestations massives, éxécutions sommaires, tortures, lois d'exception, discipline militaire dans les usines pour augmenter l'expoitation des travailleurs. Tous les moyens sont utilisés pour réduire au silence le peuple chilien. Ce coup d'état a été préparé de longue date par la bourgeoisie chilienne et ses protecteurs impérialistes.

Pour la bourgeoisie chilienne le coup d'état a été la seule riposte logique à la radicalisation des masses populaires, au danger que faisaient peser sur ses intérêts et ceux de l'impérialisme américain le développement d'organismes de pouvoir populaire (cordons industriels, commandos communaux ...) et l'influence grandissante des forces révolutionnaires. La terreur fasciste, tel est le choix qu'elle a fait pour faire régner à tout prix l'ordre capitaliste.

Mais le peuple chilien a montré dès le coup d'état fasciste, sa volonté de résistance. Et si la résistance immédiate n'a pas été décisive, c'est en partie en fonction de la brutalité extrême de l'action des militaires fascistes, mais aussi des illusions légalistes de l'Union populaire qui avait laissé l'armée désarmer préalablement les travailleurs dans le cadre de la loi sur le contrôle des armes.

Pourtant, les capacités de résistance du peuple chilien n'ont pas été anéanties. A l'intérieur, la résistance s'organise et les militants se regroupent. La junte est obligée de reconnaître l'existance d'opérations de résistance armée. Enfin, les militants du MIR ont porté un coup très dur à l'assurance des fascistes en réussissant une attaque du Stade National qui a permis l'évasion des griffes de la junte de 60 militants.

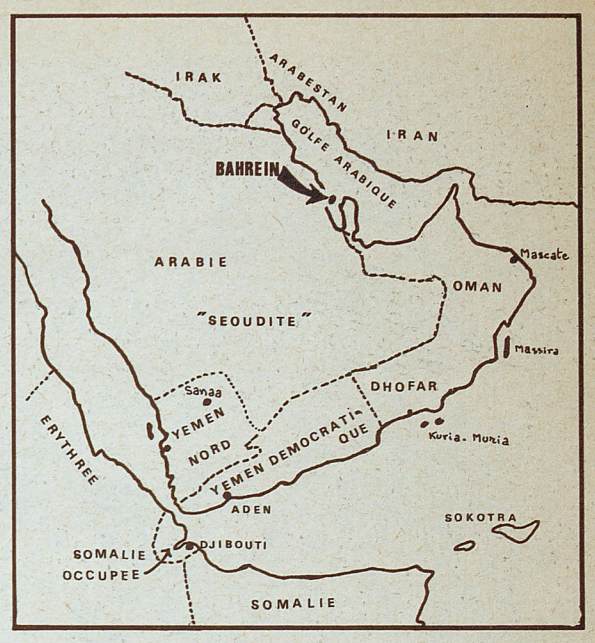
La résistance du peuple chilien passe aujourd'hui par le regroupement de toutes les forces populaires dans le combat contre la junte. Autour des révolutionnaires, le peuple chilien saura tirer la tragique leçon des évènements actuels : seule la voie de la lutte armée résolue, de l'armement des travailleurs peut permettre d'en finir avec la dictature militaire et d'en extirper les racines par le développement du socialisme.

Le C.P.Y.G.A. apporte son soutien aux militants révolutionnaires et au peuple chilien dans leur lutte contre le fascisme et l'impérialisme. Il dénonce la sainte alliance autour des massacreurs des mêmes ennemis des peuples partout dans le monde : l'impérialisme US qui arme les fascistes chiliens, le sionisme qui s'est empressé de reconnaître la junte, l'impérialisme français qui s'est réjoui de l'ouverture d'un nouveau marché pour ses armes de repression anti-populaire. ■

Bibliothèque de Sciences Po

bahrein

LE PARLEMENT... ET LA REVOLUTION



La situation politique au Bahrein se caractérise actuellement par l'intensification des tractations politiques des impérialistes, qui ont engagé à leur côté les forces réactionnaires. Ces manoeuvres ont pour but de consolider les positions des impérialistes et d'améliorer à leur profit la situation dans la région du golfe arabique et d'Oman.

Ces ennemis proposent actuellement, entre autres, une soit-disant "Assemblée nationale". Le devoir de toutes les forces patriotiques est donc de déterminer une position claire.

Notre époque a été caractérisée comme celle de l'impérialisme. Il en résulte des systèmes économiques qui ne sont pas indépendants, il est donc naturel de voir se greffer dans ces pays des systèmes politiques, qui sous des apparences modernes, cachent dans leurs pays une situation moyennageuse. Il s'agit des états avec un drapeau, une armée ..., membres des organisations internationales et souvent "socialistes". Les indépendances données à certains pays en Afrique et au golfe arabique sont vidées de tout contenu ayant trait à ce mot "indépendance". On peut caractériser leur situation ainsi:

- l'absence de conscience de masse
- l'absence de partis et d'organisations politiques (quand ils ne sont pas réprimés)
- l'absence du moindre élément de démocratie bourgeoise.

Il y règne l'arbitraire féodal, la repression sauvage. Le "parlement" dans ces pays n'est qu'un instrument pour tromper les masses. C'est une manoeuvre pour noyer les forces patriotiques dans la politique réactionnaire du pouvoir. Le but essentiel de cette tactique est de stopper l'évolution révolutionnaire croissante.

Après trois expériences, chacune marquée par la repression sanglante exercée par la puissance coloniatrice, la Grande-Bretagne, le mouvement populaire de 1954-1956 a posé de nouveau la revendication d'une assemblée nationale et de l'association syndicale. Les autorités furent obligées, devant la détermination du mouvement patriotique, d'accepter de procéder à des élections. Le résultat (92% des voix en faveur de l'Union nationale) a amené l'intervention des autorités qui ont annulé le vote et ont nommé tous les membres de l'assemblée. Les masses populaires ont manifesté leur indignation, mais elles ont été réprimées directement par la Grande-Bretagne. En 1965, les travailleurs et les autres couches populaires ont fait corps commun sous des mots d'ordre patriotiques et des revendications sociales. Le Bahrein semblait alors à la veille d'une vraie révolution populaire, mais de nouveau, la Grande-Bretagne est intervenue pour mater les manifestations et pour déporter leurs dirigeants. Ainsi, chaque fois que le peuple a exigé une réelle démocratie politique, le pouvoir réactionnaire a refusé cette revendication et la Grande-Bretagne est directement intervenue.

Pourtant, on pourrait croire que recemment il y ait eu un changement d'attitude. Aujourd'hui, en effet, on prépare au Bahrein les élections d'une soi-disant "assemblée nationale". Neanmoins il faut noter plusieurs faits importants:

- les autorités ont violé les lois qu'elles ont élaborées elles-mêmes
- la domination étrangère s'est renforcée au Bahrein, qui s'est transformé en une véritable base américaine. D'autre part, l'Arabie Saoudite, alliée fidèle de l'impérialisme américain, joue un rôle de plus en plus important dans les affaires intérieures du pays
- les organisations de masse et leurs partis politiques sont toujours interdits et toutes les manifestations populaires ont été réprimées dans le sang
- l'état d'urgence est toujours en place
- la loi éléctorale réactionnaire est toujours maintenue
- les droits politiques des femmes ne sont pas reconnus.

Ainsi le but des autorités réactionnaires est d'attirer le mouvement progressiste dans le cadre politique proposé par le régime. Accepter ce piège ne pourrait que renforcer les illusions réformistes et conduirait le mouvement des masses à une impasse politique.

Alors que l'isolement du régime est confirmé par les nombreuses révoltes populaires, les masses, en accentuant leur pression, aggraveront sa crise. Le programme, base du Front national qui regroupe les forces progressistes, a pour but le renversement du régime féodal, l'abolition de la constitution réactionnaire et l'élaboration d'une constitution progressiste. Les tâches immédiates ne sont ni la participation au parlement réactionnaire, ni le soutien à la ligne réformiste, mais le renforcement de l'organisation des masses et le soutien aux revendications populaires démocratiques, économiques et sociales. Le sens de la lutte quotidienne pour la satisfaction de ces revendications est donné par le combat pour que triomphe le programme du Front et que soient atteints ces objectifs.

UNE PLAQUE TOURNANTE DU SOUTIEN A ISRAEL...

Pendant la dernière guerre israélo-arabe, c'est par Bahrein qu'ont transité nombre de volontaires sionistes venant d'Asie du Sud Est et d'Australie. La base américaine était transformée en base de ravitaillement en hydrocarbures pour Israël. Simultanément, la télévision américaine diffusait dans l'île des émissions favorables à l'état sioniste.

L'acceptation de tout cela par le régime féodal bahreini prouve assez clairement son inféodation à l'impérialisme et le caractère démagogique de ses déclarations sur l'éventualité de la fermeture de la base américaine et de la cessation des facilités portuaires accordées à la VIIème flotte U.S..

Les masses populaires luttent-elles pour un parlement de cheiks ?

Bibliothèque de Sciences Po

d. r.

DIX ANS DE REVOLUTION AU YEMEN DU SUD

Il y a 10 ans, le 14 octobre 1963, les forces nationales yéménites déclanchaient la lutte armée, dans les montagnes du Radfan, contre l'occupation coloniale britannique.

Sous la direction du Front national de Libération, la lutte révolutionnaire s'étend rapidement et contraint bientôt les impérialistes anglais à abandonner le terrain. Le 30 novembre 1967 était proclamée l'indépendance du Yémen du Sud. Les masses populaires yéménites, qui ont récemment célébré le dixième anniversaire de la révolution au Yémen du sud, n'ont cessé depuis six ans d'élargir leur conquêtes sociales et de développer la révolution. A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, le C.P.Y.G.A. salue les victoires du peuple yéménite et assure son soutien total à l'Organisation politique du front national et aux masses populaires dans la poursuite de leur oeuvre révolutionnaire.

Nous rappelons ci-dessous les périodes et les débats principaux qui ont marqué le développement continu de la révolution au Sud-Yémen.

La guerre populaire de libération nationale

Elle débute le 14 octobre 1963, un an après la révolution antiféodale qui établit la république au Nord-Yémen, ce qui prouve la profonde unité entre les deux parties du Yémen, artificiellement séparées par l'impérialisme britannique.

La victoire de l'orientation résolument anti-impérialiste et reposant sur une véritable mobilisation populaire défendue par le NLF contre celle du FLOSY, implanté dans la petite bourgeoisie adénie, a été l'élément de la clarification politique et a fourni les conditions indispensables au succès contre les colonialistes et les réactionnaires.

La poursuite de la révolution après l'indépendance

Sur ce thème un second grand débat va s'ouvrir. Dès le début de 1968 une lutte politique se développe au sein de l'Organisation politique du front national qui dirige la révolution. Une première tendance, celle de l'ancien appareil d'état, de l'armée, de bourgeois et de réactionnaires infiltrés au sein du Front national, opte pour un développement de type capitaliste. La seconde, composée de la majorité des militants issus de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre se bat pour de profondes transformations de la société yéménite. Cette lutte se termine par la victoire de l'aile gauche qui, appuyée dans tout le pays par des révoltes paysannes et des mobilisations populaires, entreprend le Mouvement de rectification du 22 Juin 1969. Ainsi la révolution peut prendre un nouvel essor: les masses prennent l'initiative et, sous la direction du Front national, bouleversent radicalement tous les secteurs de la société yéménite. Nationalisation des entreprises étrangères et de l'habitat, réforme agraire radicale sont autant de pas accomplis grâce à la mobilisation populaire sur la voie de l'édification d'une société socialiste.

Les dangers extérieurs

De tels progrès inquiètent l'impérialisme et la réaction, en particulier saoudienne, qui préparent depuis longtemps une intervention militaire contre la R.D.P.Y. (cf. EL JABHA n° 2 et 3). Ayant réussi à instaurer un régime réactionnaire au Nord-Yémen, ils passent à l'offensive à l'automne 1972. Cette offensive se brise à la fois devant la résistance acharnée des forces armées populaires du Sud, mais aussi parce que les révolutionnaires nord-yéménites de l'ORRY attaquent les arrières des forces réactionnaires et que de fortes tendances au sein des armées du Nord réfusent un combat fratricide.

Dès lors l'opération va se retourner contre les forces réactionnaires, à la conférence de la paix réunie au Caire, les dirigeants du Nord, espérant un succès politique, proposent la réunification. Mais la délégation d'Aden retourne la situation en acceptant le principe de l'unité et en proposant un projet précis et détaillé pour y parvenir. Le Premier Ministre de Sanaa n'a d'autre possibilité que d'accepter le projet, ce qui lui coûtera d'ailleurs son poste quelques semaines plus tard. L'accord intensifie les contradictions au sein du régime réactionnaire du Nord tandis que le mouvement révolutionnaire armé du Yémen du Nord contrôle des zones de plus en plus grandes et étend son action sur l'ensemble du territoire.

Une politique anti-impérialiste conséquente

La politique du Yémen démocratique tranche avec celles des régimes pseudo-progressistes de la région non seulement sur le plan intérieur mais aussi à l'extérieur. La R.D.P.Y. soutient les mouvements révolutionnaires de la région et du monde. Il est l'arrière des révolutionnaires du FPLOGA qui mènent la lutte armée contre les régimes réactionnaires d'Oman et du golfe arabique et il offre son appui aux forces progressistes d'Arabie Saoudite.

Dans la dernière guerre israélo-arabe le Yémen démocratique a mis toutes ses capacités au service des peuples arabes de Syrie, d'Egypte et de la Palestine, un soutien total et effectif. C'est autour de lui, aujourd'hui, que se regroupent les états arabes qui refusent fermement tout compromis impérialiste sur le dos du peuple palestinien.

SOMMAIRE

p 2-3 EDITORIAL : Pas de compromis sur le dos de la Résistance!

p 4-5 YEMEN : Rapprochement entre les deux états yéménites

p 6 EGYPTE : Guerre et lutte de classe

p 7 à 11 DOSSIER PALESTINE

p 12 Nouvelles brèves

p 13 Activités du C.P.Y.G.A.

p 14 INTERNATIONAL : Guinée, Chili

p 15 GOLFE ARABIQUE : Bahrein, le parlement et la révolution

le front EL-JABHA

ORGANE DU COMITE PALESTINE-YEMEN-GOLFE ARABIQUE

Imprimerie d'HEBDO-TC, 76 - Yvetot

Bibliothèque de Sciences Po